



---

**ARRETE N° ARI\_2025\_626**

---

**Direction Générale des Services**

**Réf. : AZ/AV/CR/JLF/MR**

**Nomenclature : 6.1.3**

**PORTANT      AUTORISATION      D'ALIGNEMENT      INDIVIDUEL  
PARCELLE      CADASTREE      SECTION      AT      N°      164  
2450, AVENUE JEAN MOULIN - 84500 BOLLENE**

**Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de l'urbanisme,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** le Code de la propriété des personnes publiques,

**Vu** le Code de l'environnement,

**Vu** la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

**Vu** la demande en date du 4 novembre 2025 par laquelle l'indivision HOIRIE DUFFES,

demeurant 84500 BOLLENE pour le compte de madame Marie-Hélène PEPY, gérante de l'indivision HOIRIE DUFFES,

sollicite l'alignement de la propriété cadastrée section AT n° 164 située,

2450, avenue Jean Moulin – 84500 BOLLENE,

**Vu** la situation des lieux,



---

**ARRETE N° ARI\_2025\_626**

---

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 – ALIGNEMENT**

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par **la ligne verte « A, J » en passant par les points « B, C, D, E, F, G, H et I »** :

– Partant du point « **A** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 12,70 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **B** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 17,49 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **C** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 14,94 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **D** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 15,03 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **E** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 15,24 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **F** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 18,66 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **G** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 19,03 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **H** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 9,13 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– passant par le point « **I** », localisé à l'angle du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 9,20 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte),

– se terminant au point « **J** », localisé à partir du pied de mur du bâti de la parcelle cadastrée section AT n° 164 à 10,04 m au franc bord de la limite parcellaire (ligne verte).

Tel que représenté sur la photographie annexée au présent arrêté.

Ce tracé marque la limite de la voie publique.

**Cette parcelle n'est pas soumise à une servitude pouvant grever l'immeuble.**

**Annexe :**

– Photographie – Principe d'alignement.



**ARRETE N° ARI\_2025\_626**

**ARTICLE 2** – Cet arrêté n’emporte aucun effet de droit sur la propriété du riverain demandeur.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d’urbanisme prévues par le Code de l’urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance du présent arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté reste valable tant que les circonstances de droit ou de fait sur lesquelles il est fondé n’ont pas été modifiées.

**ARTICLE 5** – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté sera publié et notifié conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 7** – La présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8** – Madame la Directrice Générale des Services et le Directeur des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Bollène, le

21/4/25

Anthony ZILIO

Maire de Bollène



Reçu en Préfecture le :

Affiché le : mis en ligne le 21/4/2025

Notifié le :

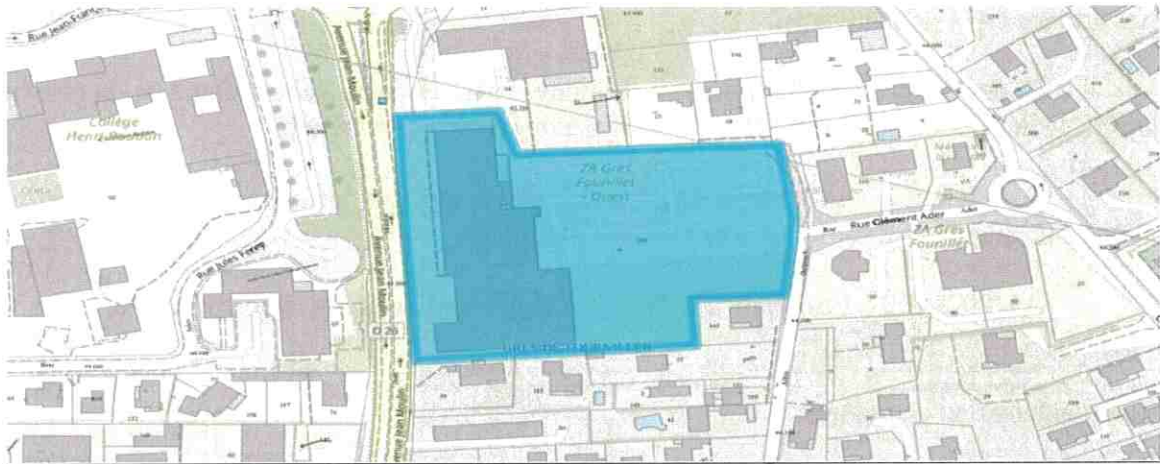
Exécutoire le :



PRINCIPE D'ALIGNEMENT PARCELLE AT 164\_

2450 Avenue Jean Moulin ,84500 BOLLENE

PLAN DE SITUATION



PRINCIPE D'ALIGNEMENT

